

**LE CAPITALISME S'ÉCROULE
SOUS L'IMPACT DE LA
PANDÉMIE DE COVID-19...**

**CHANGEONS
DE SYSTÈME
MAINTENANT !**

**UN
PROGRAMME
SOCIALISTE**

www.socialisme.be

PSL

Le capitalisme est un obstacle pour sauver des vies. Réorganisons la société sur une base socialiste !

Même les cadavres n'arrêtent pas la course aux profits capitaliste. C'est ce qu'a amplement démontré la crise du Coronavirus. Des travailleurs ont dû continuer à côtoyer leurs collègues sans la moindre protection, au risque de les infecter ou d'être infecté soi-même, tout ça pour préserver l'activité d'entreprises, y compris non-essentiels ! Même le personnel soignant doit s'en remettre à la chance plutôt qu'à l'action des gouvernements. Les politiciens de l'establishment osent parler des travailleuses et travailleurs de la santé en héros alors que ce sont leurs partis qui ont affamé nos services publics !

Le confinement de la population est-il la seule réponse à apporter face à une épidémie ? Cette approche moyenâgeuse est en fait la solution du désespoir. Celle qui s'impose après avoir nié les recommandations des professionnels de la santé même alors que l'épidémie se propageait. Le prix que la société aura à payer pour le confinement n'est pas seulement économique. Le confinement favorise les tensions familiales, les violences domestiques, l'aggravation ou l'apparition de problèmes psychologique,...

Les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé sont très claires. Dépistage systématique de tous les malades suspects de Covid 19 et, en cas de positivité, de tous leurs contacts des deux dernières semaines. Isolement des cas positifs dans des structures de soins ou au domicile, sous contrôle de l'Etat. Construction d'infrastructures, que ce soit des structures de soins ou de tests provisoires ou d'usines visant à manufacturer le matériel nécessaire. Réquisition, formation ou engagement rapide tant du personnel qualifié que non qualifié pour diverses tâches. Ce n'est qu'après cela que les mesures de fermetures d'établissements ou de confinements sont préconisées.

Pour appliquer ces recommandations, il aurait fallu un gouvernement capable de mobiliser toutes les richesses et les forces nécessaires de la société, y compris par des réquisitions. Nos gouvernements ont d'abord ignoré le danger, puis préféré s'en remettre au confinement et à un système de soins depuis longtemps malade de sous-financement. Les partis de l'establishment ont largement démontré que l'on ne pouvait leur faire aucune confiance !

A cette crise sanitaire s'ajoute encore la grave crise écologique et une nouvelle crise économique mondiale, plus profonde qu'en 2008 et qui ne peut être comparée qu'à la Grande dépression de 1929. Ces trois crises sont liées, ce sont des symptômes du capitalisme. Et elles pointent toutes les trois en direction d'une approche planifiée. Aujourd'hui plus que jamais a été démontré que ce ne sont pas les actionnaires qui font tourner la société, ce sont les travailleuses et les travailleurs. Il n'est que logique qu'elles et ils prennent cette société en main pour la faire tourner sur base de décisions démocratiques et non sur base de la dictature des marchés. Nous avons besoin d'un autre système, qui place l'être humain au cœur de ses préoccupations.



1.

Un plan public de dépistage systématique et la sécurisation de l'approvisionnement des hôpitaux

La meilleure manière de mettre fin à la panique et de permettre à chaque personne de se déplacer en toute sécurité est d'assurer le dépistage systématique de la population. L'efficacité de cette approche a déjà été démontrée dans divers pays, mais pour que ce potentiel soit pleinement saisi, il faut en planifier l'application à une échelle globale. Alors que la période où l'on contamine le plus autour de soi est celle qui précède l'apparition des symptômes, même le personnel soignant n'est toujours pas dépisté ! La communauté scientifique a sonné l'alarme pendant deux mois, mais rien n'a été fait pour anticiper des tests massifs en Belgique. Cette négligence est criminelle.



L'élaboration d'un plan public de dépistage systématique et à plusieurs reprises s'impose, avec l'isolement des personnes positives et la mise en quarantaine des personnes avec lesquelles elles ont été en contact. Ce plan de dépistage public doit commencer par le personnel toujours en activité : personnel soignant, des maisons de repos, de l'alimentation, travailleurs sociaux en contact avec les sans-abris et les sans-papiers,... Aucun lieu de travail ne doit être remis en activité sans qu'un dépistage soit assuré pour tout le personnel. Dans les écoles, ce dépistage doit être également assuré pour tous les élèves. C'est la seule façon d'éviter la discorde entre ceux qui veulent rouvrir ces écoles dans l'intérêt des enfants (ou parce que la prise en charge à domicile est trop lourde) et ceux qui ne veulent pas le faire par inquiétude légitime.

Cela exige évidemment de disposer de suffisamment de tests. Pour parvenir à cet objectif, le libre marché et la propriété privée des moyens de production est un obstacle majeur. Des entreprises refusent de divulguer la recette de composants pour des tests, à l'image de la société Roche Diagnostics, afin de préserver leurs profits, même en temps de grave crise sanitaire. Il en va de même pour le gel hydro-alcoolique, les masques, les vêtements de protection, les appareils respirateurs,...

Des stocks existent pourtant dans différentes entreprises privées du pays, très certainement dans le secteur chimique. D'autre part, la réorientation de l'activité de multiples entreprises est possible pour faire face à la pénurie. Des entreprises comme Safran Aeroboosters (ex-Techspace aéro), la Sonaca et la FN

Un plan public de dépistage

Herstal se sont par exemple mises à la fabrication, limitée, de respirateurs et de pièces de rechange.

Tout le matériel qui peut servir les efforts du personnel soignant doit être réquisitionné sans délai. De la même manière, les usines dont la production peut être réorientée pour sécuriser l'approvisionnement des hôpitaux doivent réquisitionnées dans un plan de confection massif de matériel. Nous ne pouvons pas laisser les décisions à ce sujet à la discrétion des patrons. Personne ne sait mieux que les travailleurs quelles sont les ressources disponibles et comment la production peut être adaptée aux besoins d'aujourd'hui. Les représentants du mouvement des travailleurs, les délégations syndicales, doivent être

mandatés pour révéler les stocks cachés dans les entreprises et garantir leur réquisition immédiate ! Ceux qui refuseraient de s'y plier devraient être démis de leurs fonctions et poursuivis en justice.

Sur ce plan, la faillite des autorités est à deux niveaux. Tout d'abord, la politique d'austérité a laissé le pays dans une situation d'impréparation totale et meurtrière. Pensons à ces 6 millions de masques FFP2 détruits en 2019 et dont le stock n'a pas été renouvelé ! Ensuite, les autorités se sont révélées incapables d'assurer la réorganisation de la production pour faire face à l'épidémie. Il ne faut pas y voir de l'incompétence, mais simplement le respect de la logique du marché libre capitaliste.

NOUS EXIGEONS :

- L'élaboration d'urgence d'un plan public qui assure le dépistage systématique et à plusieurs reprises de toute la population, y compris les sans-abris et les sans-papiers, en commençant par les travailleurs des lieux de travail essentiels encore en activité.
- La saisie immédiate des réserves de matériels qui font défaut dans la lutte contre le coronavirus, sans achat ni indemnisation à l'exception des cas où l'entreprise démontre, en présentant sa comptabilité, qu'une indemnisation est nécessaire pour éviter la faillite et après approbation des représentants des travailleurs de l'entreprise en question.
- Les meilleurs outils dont nous disposons pour faire l'état des lieux de ce qui est caché dans les réserves des entreprises, ce sont les ce sont les travailleurs et leurs représentants, les délégations syndicales. Une campagne à cette fin doit être lancée par les organisations syndicales.
- L'ouverture de la comptabilité des entreprises, en premier lieu à leurs travailleurs ainsi qu'aux experts externes de ces derniers, afin de juger de la pertinence ou non d'une indemnisation.
- La réquisition des usines dont les lignes de production peuvent être réorientées pour fabriquer massivement : masque, gel hydroalcoolique, bouteilles d'oxygènes, masques et cordons respiratoires, etc.
- L'expropriation et la nationalisation sous contrôle et gestion des travailleurs et de la collectivité des entreprises qui spéculent sur le matériel médical ou qui profitent de la crise pour augmenter leurs prix.

2.

Refinancement massif d'urgence des soins de santé

L'importance des soins de santé n'a jamais été aussi évidente aux yeux de larges couches de la population. Ce soutien doit être saisi pour exiger des investissements massifs pour un service de santé efficace qui ne peut pas gérés comme une entreprise dans un but de profit.

Depuis plus de trente ans, les gouvernements ont limité les budgets des soins de santé, empêché des étudiants en médecine ayant réussi leurs études d'exercer via le numérus clausus, limité le nombre de lits des services hospitaliers, sous payé l'ensemble du personnel tant médical que para-médical ou technique,... Avec l'argument d'équilibrer les budgets. La situation budgétaire des soins de santé est telle que l'hôpital Saint-Pierre à Bruxelles a lancé un appel aux dons pour être en mesure de disposer d'une dizaine de respirateurs supplémentaires ! La politique néolibérale a donc contraint nos hôpitaux à faire la manche au tout début de cette crise sanitaire.

Les conditions de travail ont été rendues telles qu'une grande partie des infirmières et infirmiers ne pratiquent réellement ce métier que durant une période de 5 à 10 ans. Tout juste avant le début de la crise du coronavirus, le Centre fédéral d'Expertise des Soins de santé (KCE) et la KU Leuven ont rendu publique une étude qui constatait qu'une infirmière ou infirmier sur quatre n'est pas satisfait de son travail, que 36% sont menacés d'épuisement professionnel et que 10% envisagent de quitter la profession. Selon cette même étude, la pénurie de personnel qui en découle assure qu'une infirmière ou un infirmier d'un hôpital belge s'occupe en moyenne de 9,4 patients, alors que l'on admet généralement, à l'échelon international, que la sécurité du patient n'est plus assurée au-delà de 8 patients par infirmier.

Ensuite, la marchandisation du secteur a poussé les directions hospitalières à externaliser et précariser des services essentiels au bon fonctionnement de la structure hospitalière alors qu'aujourd'hui, plus que jamais, un personnel logistique, administratif et hôtelier en nombre, formé, motivé est nécessaire.

Nous avons besoin d'un système public de soins de santé qui dispose de suffisamment de moyens pour coordonner les différents niveaux des soins de santé, jusqu'aux maisons médicales de quartier, et qui intègre également les soins à domicile. Ce système doit également intégrer les soins de santé mentaux pour faire face non seulement à l'explosion récente des burnouts et épuisements professionnels, mais également aux multiples problèmes psychologiques qui vont découler du confinement et du travail intensif réalisé dans les entreprises en activité.

NOUS EXIGEONS :

- L'arrêt immédiat de toutes mesures d'économies dans le secteur de la santé.
- Un refinancement massif du secteur pour faire face à cette crise et dans l'objectif de permettre à chacune et chacun de bénéficier d'un accès à des soins de santé gratuits et de qualité, en commençant par les victimes actuelles du coronavirus.
- Une prime de risque conséquente pour tout le personnel de ce secteur, comme de toutes les travailleuses et les travailleurs des activités essentielles (entreprises de nettoyage, de transports, de chaîne alimentaire, de ramassage des déchets, etc.). En cas de maladie, cette prime de risque doit intégralement devenir une prime de maladie.
- L'instauration générale de la semaine des 30 heures et la réduction collective du temps de travail, sans perte de salaire et avec embauches compensatoires, y compris pour le personnel en télétravail.
- Une embauche massive de personnel supplémentaire et la réintégration des services externalisés au sein de l'ensemble du secteur de la santé, avec de bons contrats de travail et de bonnes conditions de salaire.
- Le développement d'un service public national de soins de santé sous contrôle et gestion des travailleurs du secteur et de la collectivité.

3.

Une recherche scientifique libérée de la soif de profits

C'est au biologiste américain Jonas Edward Salk que l'on doit l'invention du premier vaccin contre la poliomyélite. Salk n'a jamais breveté son vaccin afin d'en permettre une plus large diffusion. Lorsqu'il lui a été demandé en interview qui détenait le brevet, il a répondu : "Eh bien, au peuple je dirais. Il n'y a pas de brevet. Pourrait-on breveter le soleil ?"

Ces considérations sont aux antipodes de l'approche des multinationales pharmaceutiques que se sont lancées dans la course au médicament du coronavirus dans le but de s'approprier la poule aux œufs d'or avant la concurrence. Entre 2000 et 2018, 35 géants pharmaceutiques ont réalisé ensemble un bénéfice net de 1.900 milliards de dollars dans le monde ! Le groupe pharmaceutique américain Gilead Sciences a ainsi vu ses actions augmenter de 22% (l'équivalent de 12 milliards de dollars) dans les premiers temps de la crise mondiale du coronavirus puisqu'il semblerait qu'un de ses produits initialement développé contre l'Ebola, le remdesivir, pourrait traiter des symptômes du Covid-19. Les motivations du groupe pharmaceutique ne sont pas un mystère : il n'hésite pas à faire payer jusqu'à 2.000 dollars un mois de traitement contre le VIH aux Etats-Unis. Même en temps de pandémie, les entreprises ne renoncent pas à la recherche de profit.

Aujourd'hui, la recherche scientifique dans le domaine pharmaceutique est à la croisée des chemins. Morcelée entre public et privé, elle est prise en étau par la logique d'austérité et de profit. Les conséquences du sous-financement dans le public et l'obligation de résultat exploitable dans le privé entravent fortement le potentiel existant, de même que la logique de concurrence à tous les niveaux. Si l'on veut

connaître des bonds dans la connaissance fondamentale et appliquée pharmaceutique, nous n'avons pas d'autre choix que de libérer la recherche scientifique. Le séquençage de l'entièreté du génome humain au début des années 2000 n'a pas tenu les promesses affichées en termes de molécules innovantes. Aujourd'hui, seule la coopération et la mise en commun des différents travaux des équipes de recherches peut faire avancer la science.

En Belgique, il est totalement scandaleux que l'une des plus grandes entreprises pharmaceutiques du pays, GSK, ait annoncé au début de l'année une restructuration qui pourrait coûter plus d'un milliard d'emplois ! Cela illustre à quel point il est problématique de laisser ce secteur vital être la proie de l'avidité des grands actionnaires. Notre santé compte moins que leurs dividendes.

L'ensemble du secteur doit être aux mains du public afin que les travailleurs et la population dans son ensemble puissent décider démocratiquement de ce qui est produit et de quelle manière. Cela permettra de réduire les prix, d'éliminer les pénuries de médicaments et de rassembler les efforts pour développer de nouveaux vaccins. Il s'agit d'une nécessité car le COVID-19 ne sera pas la dernière pandémie dans ce contexte de destruction des écosystèmes favorable à leur développement.

NOUS EXIGEONS :

- Un financement public massif de la recherche scientifique.
- L'abrogation des brevets.
- Un soutien clair aux initiatives de partage d'informations et d'organisation de la coopération scientifique.
- Que la recherche et le développement ne soient pas détachés de la production et de la distribution des outils de santé tels que le matériel médical, les médicaments et les vaccins.
- La nationalisation sous contrôle et gestion des travailleurs et de la collectivité du secteur pharmaceutique et bio-médical.

4.

Protection maximale des travailleurs, qu'ils soient au travail, à la maison ou au chômage temporaire

TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS CONFINÉS

En conséquence de la gravité de l'épidémie et de l'impact désastreux de la politique néolibérale sur les soins de santé, le respect des mesures de confinement s'impose. Cela nécessite de nombreux sacrifices, tout particulièrement de la part des familles les plus pauvres. Mais ces précautions sont mises en péril parce que les patrons et les gouvernements veulent que les affaires continuent, alors que le personnel de santé supplie que nous respections un confinement strict. C'est une décision scandaleuse.

Les activités non-essentiels sont toujours autorisées, tant qu'une distanciation sociale est assurée sur le lieu de travail. En de nombreux endroits, il a fallu l'entrée en action des travailleurs pour imposer le respect de cette mesure pourtant largement insuffisante. Une liste de secteurs essentiels a été établie par le gouvernement fédéral, en respectant les volontés du patronat pour qui cette liste devait être la plus large possible, jusqu'à inclure l'activité de la multinationale brassicole InBev ! D'autre part, sous le prétexte de l'activité effectivement indispensable de certaines entreprises d'un secteur (une entreprise qui produit des blouses médicales par exemple), c'est la totalité de celui-ci qui est déclaré crucial. Non seulement les activités non-essentiels représentent un risque de contagion mais, de plus, certaines entreprises non-essentiels utilisent du matériel qui fait défaut à l'effort hospitalier, dans la chimie par exemple.

Le mouvement des travailleurs et les représentants élus des travailleurs dans les Comités pour la prévention et la protection au travail (CPPT) doivent prendre l'initiative et constituer le noyau de comités anti-crise pour évaluer la pertinence ou non de maintenir l'activité de leur entreprise. Des CPPT doivent être instaurés dans toutes les entreprises à partir de 20 travailleurs, faute de quoi l'entreprise devrait être saisie par les autorités et placée sous contrôle et gestion démocratique des travailleurs.

Ces comités doivent notamment avoir à charge d'établir un plan visant à déterminer quels sont les lieux de travail, entreprises ou secteurs essentiels, quels travailleurs peuvent être déployés à cette fin, et com-

ment fermer dans les plus brefs délais les entreprises non-essentiels encore en activité. Ces comités devraient également permettre d'assurer que tout le matériel de prévention (masques, désinfectants,...) aille en priorité vers le secteur des soins et les autres secteurs essentiels (nettoyage, transport, chaîne alimentaire, ramassage des déchets, etc.). Les personnes qui travaillent dans une entreprise non essentielle devraient également pouvoir temporairement aider le secteur des soins et les entreprises essentielles.

Toute personne contrainte à ne pas travailler doit être protégée des soucis financiers. Les loyers, les hypothèques ou le coût de la vie ne vont pas diminuer. Et même si le paiement de certaines choses va être différé (les loyers par exemple), ce n'est qu'une solution à court terme. Il faut garantir le maintien du revenu durant toute la durée de la crise et au-delà. L'augmentation de l'allocation de chômage temporaire de 65 % à 70 % du salaire est un premier pas, mais c'est insuffisant. Le salaire doit être garanti à 100%, avec assistance des autorités publiques uniquement sur base de besoins prouvés, y compris dans le cas de faux-statuts d'indépendants.

Le travail intérimaire et les flexi-jobs se sont largement développés ces dernières années. Il faut mettre fin au travail précaire et assurer à chacune et chacun des contrats de travail décents, avec CDI et salaire horaire d'au moins 14 euros de l'heure. Lorsque cela n'est pas possible, une allocation de chômage inconditionnelle doit être assurée, avec un montant qui dépasse le seuil de pauvreté, en tant que première étape vers une allocation qui permet de réellement vivre dignement.

TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS EN ACTIVITÉ

Celles et ceux qui travaillent devraient avoir librement accès aux mesures de protection telles que les masques de protection et bénéficier d'une prime de risque. Afin d'éviter que des travailleurs malades ne se rendent au travail pour raison financière, cette prime de risque doit intégralement devenir une prime de maladie.

La réduction du temps de travail sans perte de salaire et avec embauches compensatoires doit permettre d'éviter l'épuisement rapide d'un personnel indispensable face à une crise de longue durée, mais aussi permettre une meilleure organisation de la garde d'enfants suite à la suspension des cours, par exemple. Sur ces lieux de travail, des comités de crise organisés démocratiquement doivent être mis en place en repo-

sant sur les CPPT.

Le personnel des secteurs essentiels devrait bénéficier d'une protection suffisante offerte gratuitement. Le contrôle de cette situation ne doit pas être laissé aux politiciens, aux patrons ou aux conseils d'administration. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui savent le mieux ce qu'il faut faire.

NOUS EXIGEONS :

- L'arrêt de toutes les activités économiques non-essentiels (hors des soins de santé, du nettoyage, des transports, de la chaîne alimentaire, du ramassage des déchets, etc.).
- Une prime de risque conséquente pour le personnel des activités essentielles.
- L'indemnisation des pertes subies par les travailleurs en raison de l'annulation de vacances, de concerts, ou d'autres activités, sauf sur base de besoins prouvés.
- Le versement de la totalité du salaire aux travailleurs par les entreprises sans aide de l'Etat, sauf sur base de besoins prouvés.
- L'indemnisation sur base de besoins prouvés des petites entreprises et des indépendants qui se retrouvent en difficulté à cause de la crise.
- En attendant le maintien des salaires et la nationalisation du secteur de l'énergie, l'annulation temporaire des factures d'énergie, des loyers et des hypothèques pour les personnes en difficulté.
- Le contrôle des prix par des comités de crise dans le secteur de la distribution et par la communauté en général afin de lutter contre la spéculation.
- La suppression des statuts précaires : un emploi = 1 CDI à plein temps!
- Le relèvement des allocations sociales au-delà du seuil de pauvreté (estimé à 1 198,6 euros pour une personne isolée en 2018), comme première étape vers des allocations qui permettent de réellement vivre dignement.
- L'arrêt de la chasse aux chômeurs et la suppression du stage d'attente !
- L'instauration du salaire minimum de 14 euros/h.
- L'instauration d'une pension minimum de 1500€ net.
- La réduction collective du temps de travail avec embauches compensatoires et sans perte de salaire vers les 30h/semaine.
- L'instauration de comités de crise organisés et gérés démocratiquement composés d'experts sanitaires, de représentants de collectivité locale et des travailleurs pour déterminer quelles sont les activités essentielles et en superviser le fonctionnement.
- L'expropriation et la nationalisation sous contrôle et gestion des travailleurs et de la collectivité des entreprises qui tentent de se déroger à leurs obligations envers leur personnel, par exemple en poussant ce dernier à prendre ses congés durant la crise ou en mettant en place leur propre comité anti-crise.
- L'expropriation et la nationalisation sous contrôle et gestion des travailleurs et de la collectivité des entreprises qui procèdent à des licenciements collectifs.

5. Assurer la sécurité sociale la plus forte possible

Au travers de la sécurité sociale, la collectivité garantit un revenu à ceux qui se retrouvent en incapacité de travailler pour quelque raison que ce soit. Les allocations sociales doivent nous permettre de continuer à bénéficier d'un certain niveau de vie à certaines périodes d'inactivité non désirées (pour cause de maladie, de pension ou de chômage). Pour le néolibéralisme, le filet de sécurité que représente la sécurité sociale doit être réduite au minimum. L'approche a été adoptée par tous les partis classiques et, après plus de 30 ans, c'est à peine si notre sécurité sociale tient encore debout.

L'allocation de chômage ne représente que 64 % du salaire net au départ. Après six mois, les allocations de chômage sont inférieures au seuil de pauvreté pour tous les types de ménage. Le fait qu'en cette période de crise, l'allocation de chômage technique ait été portée de 65 % à 70 % a été accueilli avec un peu de soulagement par les nombreuses personnes concernées, mais nos factures seront-elles réduites à 70% ?

C'est tout le système du chômage technique qui doit être remis en question. Ce système repose sur la logique de socialisation des pertes et de privatisation des profits : quand tout va bien, les grandes entreprises empochent profits et dividendes mais, en temps de crise, c'est la collectivité qui paye.

Tous les ménages les familles doivent disposer d'une garantie de revenu. Les entreprises qui ont réalisé de superbes bénéfices peuvent parfaitement assurer la continuité des salaires. Quant aux petites entreprises, si elles peuvent démontrer qu'elles ne sont pas en mesure de le faire, elles doivent pouvoir bénéficier de l'assistance des autorités.

Notre sécurité sociale serait parfaitement capable

de supporter cette crise si elle n'avait pas été littéralement pillée. Le tax-shift du gouvernement Michel comprenait la diminution progressive des cotisations patronales de 32,4 % à 25 %. Pour les patrons, cela signifie une réduction du coût de la main-d'œuvre de 5,8 milliards d'euros par an. La multitude de stratagèmes pro-patronaux de cette sorte ont fait passer la sécurité sociale de 20 % du PIB en 1983 à 15,3 % aujourd'hui. Si les règles de financement de la sécu de 1983 étaient restaurées, cela signifierait 22 milliards d'euros supplémentaires par an. De quoi largement dépasser le déficit de 6 milliards d'euros prévu d'ici 2024. Dans la sécurité sociale comme dans les services publics, la réduction de moyen est organisée par les autorités pour ensuite justifier encore plus de mesures d'austérité.

D'autre part, les prestations en nature sont très populaires auprès des patrons, car cela leur évite de verser des cotisations de sécurité sociale. En 2019, cela représentait pas moins de 6,8 milliards d'euros de masse salariale, soit 2,6 milliards d'euros de revenus en moins pour les caisses de sécurité sociale. Mais



puisque certains avantages extra-légaux n'ont pas été inclus dans cette étude, la perte réelle pourrait être de l'ordre de 4 milliards d'euros. Il faut revenir sur ces avantages, en assurant que cela n'implique aucune perte pour les travailleuses et travailleurs. Ils doivent donc être reversés sous forme de salaire.

Tout démantèlement de la sécurité sociale signifie de revenir vers l'individualisation des risques sociaux. Il y a eu une prolifération de pensions complémentaires et de fonds de pension, d'hospitalisation et d'assurances complémentaires. Ces systèmes ne sont

pas neutres. Ils constituent l'interprétation néolibérale de la couverture individuelle des risques sociaux et sapent notre sécurité sociale collective.

C'est grâce au combat acharné de la classe des travailleurs que la sécurité sociale a été instaurée pour faire face à des crises comme celles d'aujourd'hui. Pour arracher le remboursement de ce qui a été pillé et imposer des contributions sociales qui nous permettent de faire face aux besoins, il faudra un même type de lutte.

NOUS EXIGEONS :

- Le rétablissement de la sécurité sociale et l'abolition de tous les cadeaux au patronat.
- Déconstruction des prestations en nature pour qu'elles soient remplacées par des salaires, sans perte de revenus pour les travailleurs.
- La garantie d'un revenu en cas de maladie et de chômage temporaire équivalente à 100 % du salaire net.
- L'imposition de plus fortes contributions sociales au patronat.



6.

Lutter contre l'injustice sociale par des services sociaux de base pour toutes et tous



En ces temps de crise, les inégalités sociales sont plus apparentes et s'accroissent. Beaucoup de gens constatent aujourd'hui à quel point le secteur social est crucial dans la société.

En moyenne, les personnes vivant dans la pauvreté ou l'insécurité ont une santé moins bonne que celles qui disposent d'un revenu décent, comme le démontre l'Annuaire sur la pauvreté et l'exclusion sociale 2019. Un Belge sur cinq vit dans la pauvreté et/ou l'exclusion sociale, malgré l'existence (menacée) de la sécurité sociale. Ce groupe de la population est plus exposé au risque de décès. Encore une fois : le capitalisme tue !

De nombreux usagers des services sociaux sont confrontés à l'exclusion par la propagation du virus. Les sans-abris ont actuellement le choix entre un abri où l'hygiène est limitée et vivre dans la rue où ils peuvent être infectés et infecter d'autres. De nombreuses personnes qui arrivent à peine à joindre les deux bouts chaque mois sont menacées de ne pas pouvoir payer leur loyer en raison de la perte de leur salaire et/ou de leur emploi. La moitié des Belges ne parvient déjà pas à économiser, et la précarité est énorme, ce qui conduit une part importante de la population à habiter un logement précaire ou en inadéquation avec les besoins familiaux. En période de

confinement, cela se traduit par une augmentation des tensions familiales et de voisinage ainsi que de la violence domestique.

De nombreux travailleurs sociaux prennent aujourd'hui d'énormes risques : des travailleurs de rue arpentent les quartiers avec des moyens limités, plusieurs refuges travaillent sans le moindre équipement de protection ni les infrastructures permettant de respecter les mesures de sécurité contre la contagion du covid 19. Face au manque de moyens, les travailleurs sociaux prennent pourtant de nouvelles initiatives de solidarité audacieuses pour sauver les plus grandes victimes du système, parfois au mépris de leur propre santé...

La commercialisation du travail social et les économies budgétaires réalisées ont encore réduit les salaires de ces travailleurs et les conditions de travail se sont détériorées : les travailleurs sociaux sont toujours envoyés en mission sans moyens, leurs contrats reposent souvent sur des subventions dont la reconduction n'est pas garantie : ils ne peuvent travailler dans la continuité. Le manque est tellement énorme que

des directions opérationnelles comptent aujourd'hui sur le non-remplacement du personnel malade pour équilibrer les budgets des structures, au détriment des conditions de travail du personnel restant et de la prise en charge des usagers. Ce sous-investissement a aujourd'hui des conséquences dramatiques pour le travail social et ceux qui en ont besoin. Il suffit de penser à la récente annulation de l'aide psychologique et budgétaire aux CAW (centres sociaux en Flandre), alors que la demande augmente considérablement dans ce domaine.

La situation actuelle dévoile aussi le manque de personnel nécessaire à un accompagnement de qualité des personnes fragiles ou porteuses d'un handicap dans l'adoption des comportements nécessaires à contenir l'épidémie que ce soit dans les services d'aide à la jeunesse, de santé mentale ou d'aide à la grande précarité.

La crise révèle également l'inanité des politiques de

contrôle et de répression qui ont infiltré les dispositifs d'aide sociale ces dernières décennies : que faire avec les personnes en séjour illégal qui n'osent pas faire appel aux organismes officiels ou toute la population qui préfère aujourd'hui renoncer à toute allocation plutôt que de subir le contrôle permanent des CPAS, quand ces publics devraient être l'objet d'un accompagnement renforcé afin de ne pas devenir des foyers d'infection ?

La seule solution structurelle pour éviter que les gens ne s'attirent des ennuis et deviennent un danger pour eux-mêmes et les autres est de retirer la richesse de la société des mains du secteur privé marchand afin d'organiser les services publics de base. Une véritable prévention des inégalités sociales, de la pauvreté et de l'exclusion sociale peut être réalisée lorsque ces services publics de base unissent démocratiquement les utilisateurs et le personnel pour répondre aux besoins fondamentaux de chacun.

NOUS EXIGEONS :

- L'arrêt des économies budgétaires dans le secteur social.
- Que le personnel bénéficie de tous le matériel de protection dont il a besoin pour lui et pour les usagers ainsi que des infrastructures de prise en charge adéquates au besoin par réquisition des infrastructures privées.
- Une prime de risque pour l'ensemble du personnel de ce secteur. En cas de maladie, cette prime de risque doit continuer à être intégralement versée sous forme de prime de maladie.
- L'arrêt de la commercialisation du travail social.
- Des investissements publics massifs dans le secteur permettant les engagements massifs nécessaires à une prise en charge de qualité des usagers, des contrats pérennes pour les professionnels du secteur dans le public comme dans le privé et des revalorisations salariales qui reflète l'utilité sociale des travailleurs sociaux.
- La fin des procédures de contrôle et de contrainte des allocataires qui vont à l'encontre des missions premières des travailleurs sociaux.
- La régularisation de tous les sans-papiers pour donner protéger toute la population en lui donnant accès aux soins de santé.
- La réquisition de chambres d'hôtels ou de centres de loisir, avec indemnisation sur base de besoins prouvés, en prévoyant des espaces séparés pour de potentiels malades mis en quarantaine, afin d'y loger les sans-abris et les sans-papiers dans de bonnes conditions, dans la perspective d'un plan massif de construction de logements sociaux, y compris par la saisie de bâtiments inoccupés à des fins spéculatives, une fois la période de confinement passée.

7.

Lutter pour l'émancipation des femmes, y compris en période de confinement

En Chine et en Italie, une augmentation de la violence domestique a été constatée avec le confinement. En Belgique ou en France, des campagnes de sensibilisation ont été lancées pour populariser le numéro d'appel d'urgence, tant pour les violences conjugales que vis-à-vis des enfants. Mais faire appel à ce service est encore plus difficile qu'habituellement en raison du confinement. Les victimes de violences domestiques sont isolées de la société mais pas de leur agresseur !

Il devient, de plus, non pas difficile, mais carrément impossible de partir, car les refuges trop peu nombreux ne peuvent pas accueillir plus de monde au vu des règles de distanciations sociales. Dans l'immédiat, il faut permettre l'ouverture de suffisamment places de refuges supplémentaires pour femmes et leurs enfants ou personnes LGBTQI+ grâce à la réquisition de chambres d'hôtels ou de centres de loisir avec indemnisation sur base de besoins prouvés, en prévoyant des espaces séparés pour de potentiels malades mis en quarantaine. Une fois la période de confinement passée, il faut un plan massif de construction de logements sociaux et de véritables refuges, y compris par la saisie

de bâtiments inoccupés à des fins spéculatives.

Le confinement représente également un défi pour les familles monoparentales, soit près d'un quart des familles en Belgique, parmi lesquelles 80% de cheffes de ménages féminins. C'est d'autant plus vrai lorsqu'elles vivent en-dessous du seuil de pauvreté à l'instar de la moitié d'entre-elles. Celles-ci se retrouvent souvent enfermées dans un petit logement à devoir jongler entre les enfants et télétravail. Il est nécessaire de soutenir ces familles contre les violences domestiques, mais également contre les risques psychologiques accrus par l'isolement ("burnout parental"). Mais cela nécessite des moyens financiers.

NOUS EXIGEONS :

- L'obligation de l'égalité salariale, même en temps de crise !
- La suppression du statut de cohabitant, l'individualisation des droits sociaux et l'augmentation des allocations familiales afin qu'elles recouvrent réellement le coût de l'éducation d'un enfant.
- L'ouverture de suffisamment places de refuges supplémentaires pour femmes ou personnes LGBTQI+ par la réquisition de chambres d'hôtels ou de centres de loisir, avec indemnisation sur base de besoins prouvés, en prévoyant des espaces séparés pour de potentiels malades mis en quarantaine, dans la perspective d'un plan massif de construction de logements sociaux et de véritables refuges, y compris par la saisie de bâtiments inoccupés à des fins spéculatives, une fois la période de confinement passée.
- Des propositions d'activités pédagogiques pour les enfants accessibles à toutes les familles, pas uniquement celles disposant d'une connexion internet haut débit.



8.

Faire face à la crise écologique

Nombre de chercheurs estiment que la destruction de la biodiversité et des écosystèmes crée les conditions d'apparition de nouveaux virus et de nouvelles maladies. C'est particulièrement le cas dans les zones tropicales détruites pour faire place à des monocultures intensives industrielles ou à de l'élevage industriel intensif. La fonte du Permafrost pose également la question de la réactivation possible de très anciens virus et bactéries actuellement prisonniers dans le sous-sol gelé.

Tout porte donc à croire que la fréquence de l'émergence de nouveaux agents infectieux va augmenter, avec le risque de pandémies récurrentes. D'autre part, la pollution atmosphérique est un facteur aggravant pour les pathologies respiratoires. La propagation du Covid-19 aurait ainsi été grandement favorisée par la pollution de l'air et plus précisément par certaines particules fines très présentes dans les zones polluées de Wuhan, mais également au nord de l'Italie.

Le mode de production capitaliste est également

responsable du changement climatique, qui rend de plus en plus de parties du monde inhabitables pour les êtres humains, les animaux et les plantes.

L'arrêt des activités non-essentiels doit être utilisé pour faire une évaluation de la production économique afin de permettre une transition écologique rapide, reposant sur une planification économique rationnelle, en assurant la reconversion des travailleurs des activités polluantes dans des emplois socialement utiles et respectueux de l'environnement.

NOUS EXIGEONS :

- La nationalisation sous contrôle et gestion démocratiques des grandes entreprises du secteur agro-alimentaire sans rachat ni indemnité sauf sur base de besoins prouvés afin d'assurer une transition écologique du secteur.
- Un plan de relance capable de relever le défi du changement climatique et de s'opposer à la destruction de la biodiversité grâce à la planification démocratique de la production économique.



9.

Prendre l'argent là où il est

Sur fond de crise boursière, liée à une récession de l'économie réelle, les capitalistes et leur personnel politique crieront que l'argent manque. Ils défendront que la collectivité continue de soutenir les grandes entreprises pour qu'elles puissent investir, car de cette richesse dépend celle de la population. C'est totalement faux.

Nous l'avons constaté après la crise de 2008. Une fois encore les pertes ont été socialisées et les profits privatisés. Les dividendes versés aux actionnaires ont atteint des records tandis que la majorité de la population a été obligée de se serrer la ceinture. En Belgique, nous avons subi un saut d'index qui a réduit nos salaires réels, une augmentation de l'âge de la pension, des économies sur la sécurité sociale, etc. Pendant ce temps, de vastes richesses s'envolaient vers les paradis fiscaux. Résultat : pas moins de 172 milliards d'euros sont ainsi partis de Belgique pour les paradis fiscaux en 2019. Le budget des soins de santé représentait quant à lui 26 milliards d'euros la même année.

Dès le début de la crise du coronavirus, les autorités ont assuré que les banques seraient soutenues. Les entreprises ont notamment obtenu un report du paiement de leurs cotisations à la sécurité sociale. C'est à peine s'il est question de fonds supplémentaires pour nos salaires et nos soins de santé. Si cela ne dépendait que des patrons et de leurs pantins politiques, le coût de la crise serait répercuté sur les travailleurs et leur famille.

Les études d'Oxfam ont clairement illustré qu'un petit groupe richissime me dispose d'une fortune sans précédent : 2153 milliardaires détiennent plus d'argent que 60% de l'humanité ! Des milliards d'euros sont planqués dans les paradis fiscaux et des capi-



taux sont investis massivement dans des productions socialement inutiles, comme les dépenses militaires, tandis que la spéculation va bon train pour profiter de la crise, tout comme ce fut le cas avec la spéculation contre les Etats après la crise de 2008.

Nous devons nous protéger en retirant des mains de cette élite richissime tous les leviers économique, au premier rang desquels le secteur financier. Cela permettrait d'assurer la fin de la spéculation et que ces sommes monumentales puissent servir à faire face aux crises sanitaires, écologiques et économique tout en améliorant le sort des travailleurs et de leurs familles.

NOUS EXIGEONS :

- Le non-paiement de la dette publique, sauf sur base de besoin prouvé.
- L'expropriation et la nationalisation sous contrôle et gestion démocratiques de la collectivité des secteurs clés de l'économie (dont la finance), afin de disposer de tous les leviers pour répondre aux crises multiples du capitalisme.
- La planification démocratique de de l'économie pour satisfaire les besoins de la population dans le respect de la planète.

10

Le mouvement des travailleurs doit faire entendre sa voix !

Cette crise a démontré une fois de plus que sans le travail et les efforts du personnel soignant, de la distribution, des transports, de la collecte de déchets,... rien ne fonctionne. Personne ne dispose d'une meilleure vue sur la manière dont les choses sont produites que les travailleuses et travailleurs eux-mêmes. C'est également à l'initiative des travailleurs que les premières mesures de protection ont été introduites dans de nombreux endroits ou que la production a été arrêtée.

Nous ne pouvons accepter que cette crise serve de prétexte pour prendre des mesures de prévention et de protection sans que les travailleurs eux-mêmes ne soient impliqués. C'est précisément à cela que servent les Comités pour la prévention et la protection au travail (CPPT), avec des représentants élus du personnel. Qui oserait dire que cette crise ne concerne pas la prévention et la protection au travail ?

Les mesures antidémocratiques telles que l'annulation des réunions des CPPT (qui peuvent cependant se dérouler parfaitement de manière numérique) doivent

être repoussées de la manière la plus ferme. Le mouvement des travailleurs doit organiser ses comités de crise sur chaque lieu de travail, basés sur les CPPT, pour discuter des mesures de protection qui s'imposent ou tout simplement stopper la production non essentielle. Ces comités devraient également jouer un rôle central dans la planification du déconfinement, le suivi de la relance de la production et tout ce qui concerne la protection des travailleurs.

Dans le même temps, les syndicats doivent continuer à présenter des revendications pour la défense



de la sécurité sociale, des conditions de travail et des salaires. Dans le cas contraire, les conséquences de cette crise pourraient être reportées sur les travailleurs et leurs familles.

Il aura fallu toute cette crise pour qu'un gouvernement fédéral de plein exercice soit mis sur pied en Belgique, provisoire et sans majorité parlementaire, mais disposant des pouvoirs spéciaux. L'histoire de l'utilisation des pouvoirs spéciaux en Belgique est sans équivoque : la méthode permet de faire adopter au pas de charge toute une série de mesures antisociales durant les années '80 (sauts d'index, limitation des dépenses publiques, baisses des cotisations patronales, réduction de la sécurité sociale,...).

Pour l'instant, il est difficile pour les partis traditionnels de parler ouvertement d'économies sur la sécurité sociale, comme l'avait fait la N-VA avant cette crise avec sa proposition d'y économiser 5 milliards d'euros. La Première Ministre MR n'avait pas hésité, alors qu'elle était ministre du budget du gouvernement Michel, à justifier les 900 millions d'euros d'économies dans les soins de santé et à parler de "surcapacité" dans les hôpitaux. Les services publics si essentiels pour faire face à cette crise ont été traités ces dernières années comme de la vulgaire crasse où l'on pouvait encore diminuer le rôle de l'Etat. Nous ne pouvons pas faire confiance à ces politiciens austéritaire pour prendre en main la crise des soins de santé et à ses conséquences économiques ! Tant dans



le domaine syndical que politique, le mouvement des travailleurs doit prendre position et entrer en action pour la défense des intérêts des travailleurs et de leurs familles.

NOUS EXIGEONS :

- Le développement de médias et d'outils de communication reposant sur les travailleurs et qui laissent un large espace aux scientifiques et à leurs recommandations. Les organisations syndicales doivent prendre des initiatives en ce sens.
- Le rejet de toute mesure antidémocratique prise sous couvert de la crise sanitaire. Les travailleurs savent mieux que quiconque ce qui doit être fait sur leur lieu de travail, c'est à eux que doit revenir l'organisation de comités de crise sur chaque lieu de travail afin de discuter des mesures de protection et les imposer, y compris l'arrêt de la production non essentielle.
- Le rejet des pouvoirs spéciaux pour faire payer la crise aux travailleurs et à leurs familles. Il y a assez d'argent parmi les riches et les puissants. Pas d'économies sur la sécurité sociale, les soins de santé, les services publics ou les salaires des travailleurs !
- L'élaboration d'une campagne combative avec des revendications et des propositions claires pour faire payer la crise aux super-riches, et non aux travailleurs. Cette campagne peut être popularisée par une sensibilisation sur les lieux de travail et par des campagnes et réunions en ligne.

11

Un autre monde est possible, une société socialiste est nécessaire !

Le capitalisme est un système malade, il nous faut une autre société. Le principe du just-in-time ou flux tendu devenue la norme sous le capitalisme afin d'économiser sur les frais de stockage a fragilisé la chaîne d'approvisionnement de matériel sanitaire et de protection. Avec les intérêts commerciaux et économiques, la santé est reléguée au dernier plan. Nous ne pouvons pas laisser cette avidité organiser l'économie !

Afin de permettre un contrôle et une gestion démocratiques de la production et de la distribution, nous devons assurer que les leviers économiques, les secteurs clés de l'économie, deviennent propriétés publiques, sous contrôle et gestion des travailleurs et de la collectivité. Les travailleurs qui produisent les richesses pourraient ainsi démocratiquement décider de la manière dont leurs connaissances pourraient être utilisées.

Les possibles nationalisations évoquées en France ou en Italie sont des interventions de l'Etat visant à socialiser les pertes - en indemnisant totalement ou partiellement les patrons et à ensuite faire payer l'assainissement de l'activité par les travailleurs et la collectivité - pour ensuite les privatiser à nouveau. Il n'en a pas été autrement avec le sauvetage des banques après la crise de 2008.

Nous avons besoin d'un autre type de nationalisation : des nationalisations qui protègent les travailleurs et leurs familles des conséquences de la recherche de profit, sans rachat ni indemnité sauf sur base de besoins prouvés.

Grâce à cela, il serait possible d'élaborer une planification rationnelle de l'économie, reposant sur l'examen minutieux des ressources disponibles et de toutes les possibilités techniques actuelles, afin d'adapter l'économie aux besoins et exigences de la population dans le respect de la planète. Une telle approche permettrait d'éviter le gaspillage, les productions inutiles et l'obsolescence programmée tout en permettant une transition verte harmonieuse. Cela poserait les bases d'une autre société, une société socialiste démocratique, qui rendrait possible une véritable coopération internationale.

Toutes les grandes institutions que sont l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international ou encore l'ONU n'ont cessé de démontrer au fil des ans qu'il s'agissait de constructions capitalistes dont le seul et unique but est de préserver la dictature des marchés. Il n'en va pas autrement de l'Union européenne, un projet capitaliste déjà vacillant et qui n'a

offert aucun début de solution face à la propagation du virus ou pour l'assistance aux pays les plus touchés.

Les populations des pays capitalistes développés et des pays du monde néocolonial sont laissées à leur sort, dans des conditions encore plus dramatiques dans ces derniers, car même le confinement s'y révèle impossible.

Mais le propre des grandes crises est que les opinions y connaissent des évolutions fulgurantes. Alors que nous n'en sommes encore qu'au début, cette pandémie nous enseigne déjà quelle est l'extrême fragilité du capitalisme, quelle est l'importance du secteur public et quelle est l'importance d'une approche internationale. N'oublions pas non plus que nous venons de clôturer une année 2019 marquée par des soulèvements de masse aux quatre coins du monde. La colère sociale à la base de ces révoltes n'a pas disparu, elle sera même alimentée par la gestion meurtrière de cette crise par les divers gouvernements capitalistes.

La colère ne suffit toutefois pas à elle seule. Pour aboutir au changement dont nous avons absolument besoin, celle-ci doit être organisée et canalisée autour d'un programme et d'une stratégie orientée vers la prise du pouvoir par la classe des travailleurs, la seule force sociale capable de paralyser toute l'économie grâce à l'arme de la grève et qui est également en mesure de relancer celle-ci sur une autre base. Il serait ainsi possible de se débarrasser une bonne fois pour toute des parasites capitalistes qui se nourrissent de notre exploitation.

Cela exige bien entendu de mener le combat de façon internationale. C'est pourquoi le PSL/LSP est affilié à l'Alternative Socialiste Internationale, un parti mondial organisé dans une trentaine de pays qui s'engage sur tous les continents dans la lutte pour reléguer dans les poubelles de l'histoire ce système capitaliste où l'élite compte son argent pendant que nous comptons nos morts. Si vous êtes d'accord avec ce document, nous vous invitons à nous rejoindre et à participer à ce combat titanesque qui est la seule issue hors de cette crise systémique.